

SPEED RABBIT PIZZA

Société Anonyme au capital de 1.299.999 €

Siège social : 72, Rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS PERRET

RCS NANTERRE 404.459.786

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2018**

Catherine BERGES
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS
35 RUE DE BELLEFOND 75009 PARIS

SPEED RABBIT PIZZA

Société Anonyme au capital de 1.299.999 €

Siège social : 72, Rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS PERRET

RCS NANTERRE 404.459.786

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2018

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SPEED RABBIT PIZZA SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport et font apparaître un résultat de +2.625 €.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SPEED RABBIT PIZZA SA à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les points importants identifiés concernent essentiellement les provisions constituées pour faire face aux risques liés aux procédures en cours. Une mention expresse est produite dans l'annexe légale, à la fois sur l'objet et la valorisation des risques. J'ai pris connaissance et apprécié la documentation à l'appui de ce litige.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président incluant le nouveau rapport sur la gouvernance d'entreprise et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS
le 7 juin 2019

Catherine BERGES
Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 12
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets et droits similaires	14 659	14 659		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	68 668	65 426	3 242	4 499
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
Immobilisations financières (2)					
Participations mises en équivalence					
Autres participations	1 506 843	1 492 803	14 040	14 040	
Créances rattachées à des participations	897 909	370 980	526 929	341 731	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	3 000		3 000	9 637	
Total II	2 491 078	1 943 868	547 210	369 906	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances (3)				
	Clients et comptes rattachés	2 633 756	1 628 192	1 005 564	1 110 163
	Autres créances	1 034 220	197 329	836 891	2 234 162
Capital souscrit - appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	9 671 434		9 671 434	8 029 190	
Charges constatées d'avance (3)	10 090		10 090	36 654	
Total III	13 349 500	1 825 521	11 523 979	11 410 170	
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	15 840 578	3 769 389	12 071 189	11 780 075	

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

0-

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 12
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 1 299 999) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	1 299 999	1 299 999
	Réserves		
	Réserve légale	130 000	130 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	3 491	3 491
	Autres réserves		
	Report à nouveau	4 412 270	5 396 987
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	2 625	984 717-
Subventions d'investissement Provisions réglementées			
Total I	5 848 385	5 845 760	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total II		
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges	5 479 152	4 890 564
	Total III	5 479 152	4 890 564
DETTES (1)	Dettes financières		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts auprès d'établissements de crédit		
	Concours bancaires courants		4 162
	Emprunts et dettes financières diverses	3 476	205 018
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 500	7 500
	Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95 217	148 973	
Dettes fiscales et sociales	270 668	403 765	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	366 792	261 736	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)		12 597
	Total IV	743 653	1 043 752
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	12 071 189	11 780 075

(1) Dont à moins d'un an

743 653

1 043 752

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises	50 182		50 182	102 935	52 754	51.25
Production vendue de biens				524	524	100.00
Production vendue de services	1 178 452		1 178 452	1 329 384	150 931	11.35
Chiffre d'affaires NET	1 228 634		1 228 634	1 432 844	204 209	14.25
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			899 736	663 473	236 264	35.61
Autres produits			14	3	11	427.03
Total des Produits d'exploitation (I)			2 128 384	2 096 319	32 066	1.53
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises			64 106	88 276	24 170	27.38
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			458 463	678 945	220 482	32.47
Impôts, taxes et versements assimilés			13 493	20 570	7 076	34.40
Salaires et traitements			257 190	285 701	28 511	9.98
Charges sociales			94 321	116 953	22 633	19.35
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 374	14 239	10 866	76.31
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			396 018	295 254	100 764	34.13
Dotations aux provisions						
Autres charges			15	4 816	4 802	99.69
Total des Charges d'exploitation (II)			1 286 979	1 504 755	217 776	14.47
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			841 405	591 564	249 841	42.23
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2018	12	Exercice N-1 31/12/2017		Ecart N / N-1	
			12		Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)	1 984		25 308		23 324	92.16
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)			21 951		21 951	100.00
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	1 984		47 259		45 275	95.80
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI						
2. Résultat financier (V-VI)	1 984		47 259		45 275	95.80
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	843 389		638 823		204 566	32.02
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	230 493		1 754 625		1 524 132	86.86
Produits exceptionnels sur opérations en capital	7 090				7 090	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	486 788		725 000		238 213	32.86
Total VII	724 371		2 479 625		1 755 254	70.79
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	480 122		244 165		235 957	96.64
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	9 637				9 637	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 075 376		3 859 000		2 783 624	72.13
Total VIII	1 565 135		4 103 165		2 538 030	61.86
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	840 764		1 623 541		782 776	48.21
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des produits (I+III+V+VII)	2 854 739		4 623 203		1 768 464	38.25
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 852 114		5 607 920		2 755 806	49.14
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	2 625		984 717		987 342	100.27

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	5
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	5
Permanence ou changement de méthodes	5
Informations complémentaires (CICE)	5
L'utilisation du CICE dans l'entreprise	6
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	6
Etat des amortissements	7
Etat des provisions	7
Etat des échéances des créances et des dettes	8
Composition du capital social	8
Evaluation des immobilisations corporelles	8
Evaluation des amortissements	9
Titres immobilisés	9
Créances immobilisées	9
Evaluation des créances et des dettes	9
Dépréciation des créances	9
Produits à recevoir	9
Charges à payer	10
Charges et produits constatés d'avance	10
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	10
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation du chiffre d'affaires	11
Charges et produits financiers concernant les entr. liées	11
Honoraires des commissaires aux comptes	11
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Montant des engagements financiers	11
Engagement en matière de pensions et retraites	12
Liste des filiales et participations	13
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	13
Résultats financiers des cinq derniers exercices	14

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 12 071 189.11 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 228 634.31 Euros et dégagant un bénéfice de 2 624.76 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 3 889 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

de 3 889 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

Description des efforts	Montant
- investissement :	
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	3 889
Total	3 889

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 659		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	668		
Matériel de transport	55 574		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	33 802		2 117
TOTAL	90 043		2 117
Autres participations	2 404 751		
Prêts, autres immobilisations financières	9 637		3 000
TOTAL	2 414 388		3 000
TOTAL GENERAL	2 519 090		5 117

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			14 659	14 659
TOTAL				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		668		
Matériel de transport			55 574	55 574
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		22 824	13 094	13 094
TOTAL		23 492	68 668	68 668
Autres participations			2 404 751	2 404 751
Prêts, autres immobilisations financières		9 637	3 000	3 000
TOTAL		9 637	2 407 751	2 407 751
TOTAL GENERAL		33 129	2 491 078	2 491 078

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	14 659			14 659
TOTAL				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	668		668	
Matériel de transport	52 669	2 906		55 574
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	32 209	468	22 824	9 852
TOTAL	85 545	3 374	23 492	65 426
TOTAL GENERAL	100 204	3 374	23 492	80 085

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de transport	2 906				
Matériel de bureau informatique mobilier	468				
TOTAL	3 374				
TOTAL GENERAL	3 374				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	4 890 564	1 075 376	486 788		5 479 152
TOTAL	4 890 564	1 075 376	486 788		5 479 152

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation	1 492 803				1 492 803
Sur autres immobilisations financières	556 178		185 198		370 980
Sur comptes clients	1 741 638	396 018	509 464		1 628 192
Autres provisions pour dépréciation	400 000		202 671		197 329
TOTAL	4 190 619	396 018	897 333		3 689 304
TOTAL GENERAL	9 081 182	1 471 394	1 384 121		9 168 456
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		396 018	897 333		
exceptionnelles		1 075 376	486 788		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	897 909	0	897 909
Autres immobilisations financières	3 000		3 000
Autres créances clients	2 633 756	2 633 756	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 950	8 950	
Impôts sur les bénéfices	113 843	113 843	
Taxe sur la valeur ajoutée	28 823	28 823	
Divers état et autres collectivités publiques	3 889	3 889	
Groupe et associés	844 545	844 545	
Débiteurs divers	34 170	34 170	
Charges constatées d'avance	10 090	10 090	
TOTAL	4 578 974	3 678 065	900 909

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	95 217	95 217		
Personnel et comptes rattachés	9 007	9 007		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 722	15 722		
Taxe sur la valeur ajoutée	245 668	245 668		
Autres impôts taxes et assimilés	271	271		
Groupe et associés	3 476	3 476		
Autres dettes	366 792	366 792		
TOTAL	736 153	736 153		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 165			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions ordinaires	0.7600	1 710 525			1 710 525

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	571 982
Autres créances	3 889
Total	575 871

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 753
Dettes fiscales et sociales	16 555
Autres dettes	1 138
Total	69 446

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	10 090
Total	10 090

Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations		1 486 843	
Créances rattachées à des participations		897 909	
Créances clients et comptes rattachés		396 884	
Autres créances		841 068	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		28 125	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Études	214 612
Royalties et redevances	807 555
Ventes de marchandises	50 182
Mise à disposition de salariés	156 285
Total	1 228 634

Répartition par secteur géographique	Montant
France	1 228 634
Total	1 228 634

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total		1 984
Dont entreprises liées		1 984

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 11 422 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 11 422€
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0€

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Engagements en matière de pensions	5 782
Total (1)	5 782

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	5 782
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		5 782

Hypothèses de calculs retenues

SYNTHESE DES ENGAGEMENTS :

Indemnités de fin de carrière à verser : 60 712 euros
 Valeur probable des indemnités à verser : 18 970 euros
 Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 12 516 euros
 Dette actuarielle : 5 782 euros

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2018
- o Taux d'actualisation : 2 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Convention collective : Restauration rapide
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- o Table de mortalité : TV 88/90

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu 65 ans
- Progression de salaires 2% Constant
- Taux de rotation 5 % constant
- Taux de charges sociales patronales 50 %

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 831-3 et 832-13)

Société	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société
				brute	nette					
A. Renseignements détaillés										
- Filiales détenues à + de 50%										
- SARL SPEED BAT	50 000	444 064	100.00	132 776				268 575	196 734	
- SA NEW YORK SPEED RABBIT	380 000	1 204 321	100.00	1 340 027				335 473	185 198	
- Participations détenues entre 10 et 50 %										
B. Renseignements globaux										
- Filiales non reprises en A										
- Participations non reprises en A										

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- indemnités résiliation	227 493	7718000
- condamnation BDP	3 000	7718500
- produit de cession d'immobilisation	7 090	7752000
Total	237 583	
Charges exceptionnelles		
- pénalités amendes et condamnation	10 783	6712000
- Perte exceptionnelle sur créances	466 725	6714000
- autres charges exceptionnelles diverses	2 614	6718000
- valeur comptables des immobilisations	9 637	6750000
Total	489 759	

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 299 999	1 299 999	1 299 999	1 299 999	1 299 999
Nbre des actions ordinaires existantes	1 710 525	1 710 525	1 710 525	1 710 525	1 710 525
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 878 511	2 072 041	1 787 871	1 432 844	1 228 634
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 515 832- 78 337-	898 348	805 713	1 802 256	93 272
Impôts sur les bénéfices					
Participation des salariés au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 532 033-	671 804	516 582	984 717-	2 625
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	1.42-	0.53	0.47	1.05	0.05
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.90-	0.39	0.30	0.58-	
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	6	5	5	6	3
Montant de la masse salariale de l'exercice	279 088	295 772	249 050	285 701	257 190
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	121 641	110 926	126 956	125 541	98 210